

Fiscalité d'entreprise entre responsabilité, optimisation et fraude

Corporate taxation between liability, optimization and fraud

HAMDI KHALID

Doctorant

FSJES – Oujda

Université Mohammed premier

Laboratoire d'Économie Sociale et Solidaire et Développement local (ESSDL)

Abdelkader EL OUDRI

Enseignant chercheur

FSJES – Oujda

Université Mohammed premier

Laboratoire d'Économie Sociale et Solidaire et Développement local (ESSDL)

Date de soumission : 15/12/2023

Date d'acceptation : 18/03/2024

Pour citer cet article :

HAMDI K. & EL OUDRI, A. (2024) « Fiscalité d'entreprise entre responsabilité, optimisation et fraude », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit« Volume 8 : Numéro 1 » pp : 81-100.

Résumé

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est devenue ces dernières années l'un des grands thèmes de la littérature de gestion. Ce concept vise l'intégration par l'entreprise des aspects sociaux, et économiques. L'Optimisation fiscale définie par la réalisation de payer moins d'impôts pour le contribuable. Il n'en demeure pas moins qu'elle prévient les États en leur indiquant que le recours à certaines pratiques d'optimisation fiscale pourrait aller à l'encontre de la fiscalité. La fraude fiscale est une infraction commise dans le but de se soustraire ou de réduire le paiement des impôts. L'objectif de cet article est l'étude de causalité entre la fiscalité et la responsabilité globale des entreprises afin d'atténuer les pratiques illégales en matière fiscale par l'administration en la matière et d'instaurer un processus de gestion fiscale pour atteindre une optimisation fiscale et éviter de se focaliser sur la pratique de fraude. Dans ce sens nous allons décrire les concepts de responsabilité de l'entreprise en premier lieu, l'optimisation fiscale, deuxièmement, puis la fraude fiscale, et en dernier lieu la relation entre ces concepts.

Mots clés: responsabilité sociale des entreprises ; optimisation ; fraude ; fiscale ; contribuable

ABSTRACT

Corporate social responsibility (CSR) has become one of the major themes in management literature in recent years. This concept aims for the company's integration of social and economic aspects. Tax optimization defined by the realization of paying less taxes for the taxpayer. The fact remains that it warns States by telling them that the use of certain tax optimization practices could go against taxation. Tax fraud is an offense committed with the aim of evading or reducing the payment of taxes. The objective of this article is the study of causality between taxation and the overall responsibility of companies in order to mitigate illegal practices in tax matters by the administration in this area and to establish a tax management process to achieve a tax optimization and avoid focusing on the practice of fraud. In this sense we will describe the concepts of corporate responsibility first, secondly tax optimization, tax fraud and lastly the relationship between these concepts.

Keywords : corporate social responsibility ; optimization ; fraud ; tax ; taxpayer

INTRODUCTION

La responsabilité d'entreprise est un aspect crucial de toute entreprise, et l'un des éléments clés de cette responsabilité consiste à garantir que l'entreprise se conforme à toutes les lois et réglementations fiscales pertinentes. L'optimisation fiscale, qui consiste à minimiser les obligations fiscales par des moyens légaux, est une pratique courante dans le monde des affaires. Cependant, il est important de rappeler que toute mesure prise pour minimiser les obligations fiscales doit être légale et éthique. Se livrer à des activités frauduleuses pour éviter les impôts est non seulement illégal, mais constitue également une violation de la responsabilité des entreprises (Yvon Pesqueux, 2009). Pour garantir qu'une entreprise s'engage dans des pratiques légales d'optimisation fiscale, il est important d'avoir une compréhension approfondie des lois et réglementations fiscales. Cela peut être réalisé en embauchant des fiscalistes expérimentés qui peuvent fournir des conseils sur des stratégies d'optimisation fiscale qui sont juridiques et éthiques. En outre, les entreprises doivent mettre en œuvre des contrôles et des procédures internes pour prévenir les activités frauduleuses, telles que la réalisation d'audits réguliers et l'adoption d'un code de conduite mettant l'accent sur un comportement éthique (HILMI, 2013). Donc la responsabilité des entreprises exige que les entreprises s'engagent dans des pratiques d'optimisation fiscale légales et éthiques et préviennent les activités frauduleuses. Avoir une compréhension approfondie des lois et réglementations fiscales, embaucher des fiscalistes expérimentés, mettre en œuvre des contrôles et des procédures internes et être transparent sur les stratégies fiscales sont autant d'éléments cruciaux pour garantir qu'une entreprise s'acquitte de sa responsabilité d'entreprise. Afin d'étudier dans cet article la relation entre responsabilité d'entreprise optimisation et fraude fiscale nous allons poser la question suivante :

Quelle relation entre responsabilité, optimisation, et fraude fiscale ?

Dans ce sens nous allons décrire les concepts de responsabilité de l'entreprise en premier lieu, deuxièmement l'optimisation fiscale, la fraude fiscale et en dernier lieu la relation entre ces concepts. Pour cette étude, nous avons adopté des méthodes exhibition. Quant à notre position épistémologique, elle est essentiellement interprétante. Enfin, L'étude débutera par une revue de la littérature et du cadre théorique, ensuite nous présentons les méthodes, les résultats et la

discussion. Enfin, nous clôturerons Ce papier par une conclusion qui comporte des arguments, contre arguments et d'une bibliographie.

1. Définition de la responsabilité entreprise

La responsabilité d'entreprise, également connue sous le nom de responsabilité sociale des entreprises (RSE), est le concept selon lequel les entreprises ont la responsabilité d'agir de manière éthique et durable. Cela implique de prendre en considération l'impact de leurs actions sur la société, l'environnement et l'économie, en plus de leur performance financière.

La responsabilité d'entreprise englobe un large éventail d'activités, notamment la durabilité environnementale, la responsabilité sociale, les pratiques commerciales éthiques, la philanthropie et l'implication communautaire. Cela oblige les entreprises à aller au-delà de leur objectif principal qui est de générer des profits et à considérer l'impact à long terme de leurs actions sur toutes les parties prenantes, notamment les clients, les employés, les investisseurs et la communauté au sens large. Les entreprises qui accordent la priorité à la responsabilité d'entreprise reconnaissent que leur succès ne se mesure pas seulement par leurs performances financières, mais également par leur contribution à la société. Ils s'efforcent de créer un impact positif et de faire une différence significative dans le monde.

En conclusion, la responsabilité d'entreprise est le concept selon lequel les entreprises ont la responsabilité d'agir de manière éthique et durable, compte tenu de l'impact de leurs actions sur la société, l'environnement et l'économie. Elle englobe un large éventail d'activités et oblige les entreprises à donner la priorité à l'impact à long terme de leurs actions sur toutes les parties prenantes (**Acquier & Gond, 2007**) .

1.1 Définition des auteurs sur la responsabilité de l'entreprise

De nombreux auteurs ont écrit sur la responsabilité des entreprises et son importance pour la réussite des entreprises. Un auteur notable dans ce domaine est largement considéré comme le fondateur du concept du « triple résultat net », qui mesure le succès d'une entreprise non seulement en termes financiers mais également en termes de son impact sur l'environnement et la société (**John Elkington, 2018**). Un autre auteur qui a beaucoup écrit sur la responsabilité des entreprises, il soutient que la seule responsabilité d'une entreprise est de maximiser les profits de ses actionnaires (**Friedman Milton, 1970**). Cependant, de nombreux chefs

d'entreprise et universitaires modernes ne sont pas d'accord avec ce point de vue et estiment que les entreprises ont une responsabilité plus large dans la prise en compte de l'impact de leurs actions sur la société et l'environnement. D'autres auteurs notables dans le domaine de la responsabilité des entreprises (**Porter. Et Kramer, 2006**), qui ont écrit sur le concept de « valeur partagée », qui met l'accent sur l'idée selon laquelle les entreprises peuvent créer de la valeur économique tout en créant de la valeur pour la société¹. De même, un économiste britannique a écrit sur l'importance des pratiques commerciales durables et sur la nécessité pour les entreprises de donner la priorité à l'impact à long terme de leurs actions (**Simon, et al 2008**). En conclusion, de nombreux auteurs ont écrit sur la responsabilité des entreprises et son importance pour les entreprises et qui ne sont que quelques exemples d'auteurs qui ont apporté des contributions significatives à ce domaine.

1.2 Domaine et secteur de responsabilité de L'entreprise

La responsabilité d'entreprise peut s'appliquer à n'importe quelle industrie ou secteur, notamment la finance, la technologie, la santé, l'énergie, etc. Le domaine de la responsabilité d'entreprise englobe un large éventail de questions, notamment la durabilité environnementale, la responsabilité sociale, les pratiques commerciales éthiques et la gouvernance d'entreprise.

Par exemple, une entreprise de soins de santé peut donner la priorité à des pratiques commerciales éthiques en garantissant que ses essais cliniques sont menés de manière éthique et que ses produits sont sûrs et efficaces pour les patients. Une entreprise énergétique peut se concentrer sur la durabilité environnementale en développant des sources d'énergie renouvelables et en réduisant son empreinte carbone. Une entreprise technologique peut donner la priorité à la responsabilité sociale en veillant à ce que ses produits soient accessibles et inclusifs pour tous les utilisateurs. Quel que soit le secteur ou l'industrie, la responsabilité d'entreprise exige que les entreprises adoptent une approche globale de leurs pratiques commerciales et prennent en compte l'impact de leurs actions sur toutes les parties prenantes, notamment les employés, les clients, les actionnaires et l'environnement. En donnant la

¹Définition de valeur partagée dans Harvard business review: <https://hbr.org/2011/01/the-big-idea-creating-shared-value>
<<Creating Shared Value >>, publié dans la Harvard Business Review en 2011

priorité à la responsabilité d'entreprise, les entreprises peuvent non seulement améliorer leur réputation et leur image de marque, mais également contribuer à un avenir plus durable et plus équitable.

1.3 le Cadre Institutionnel de la RSE au Maroc

Le cadre institutionnel de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) au Maroc est un sujet important. Le Maroc a réalisé des progrès significatifs dans la promotion de la RSE et du développement durable au fil des années. Au Maroc, le ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie numérique est chargé de promouvoir la RSE. Le ministère a créé un Comité national pour la RSE, qui vise à promouvoir l'intégration des pratiques de RSE dans le secteur des entreprises marocaines. De plus, le gouvernement marocain a mis en œuvre diverses lois et réglementations pour promouvoir la RSE et le développement durable dans le pays. L'Agence marocaine de l'énergie durable (MASEN) en est un bon exemple. MASEN a été créée pour promouvoir le développement des énergies renouvelables au Maroc et accompagner la transition énergétique du pays. Par ailleurs, l'Institut marocain des administrateurs (IMD) a également joué un rôle important dans la promotion de la RSE au Maroc. L'IMD a élaboré un code d'éthique pour les administrateurs, qui comprend des dispositions sur la RSE. Ce code d'éthique encourage les administrateurs à intégrer la RSE dans leurs processus décisionnels de nombreuses entreprises au Maroc ont également pris des mesures pour promouvoir la RSE. Par exemple, l'entreprise marocaine OCP (Office Chérifien des Phosphates) a créé une fondation qui soutient diverses initiatives sociales et environnementales dans le pays. Dans l'ensemble, le cadre institutionnel de la RSE au Maroc est bien établi et les entreprises et autres parties prenantes sont de plus en plus conscientes de l'importance de la RSE. En promouvant la RSE, le Maroc œuvre pour parvenir au développement durable et créer un avenir meilleur pour ses citoyens. L'intégration du Maroc dans l'économie mondiale et l'entrée en vigueur des différents accords commerciaux au courant des dernières années ainsi que son statut avancé avec l'Union Européenne ont ouvert certainement aux entreprises marocaines des opportunités majeures pour explorer de nouveaux marchés. Cependant, les exigences que portent ces accords posent des grands défis aussi bien pour les pays que pour les entreprises. Face à ces contraintes, les entreprises

marocaines sont appelées à endosser d'autres responsabilités qui se situent dans différents registres (économique, social, environnemental, etc.). De plus, l'adoption des critères de RSE par les entreprises marocaines pourra constituer un investissement rentable qui leur permettra de conquérir de nouveaux marchés, d'améliorer leur compétitivité et de pérenniser leurs activités.

1.4 les sept principes de la RSE

Le concept de responsabilité sociale des entreprises (RSE) a évolué au fil des années et diverses organisations ont proposé différents cadres et principes pour guider les entreprises dans leurs efforts de RSE. Cependant, l'un des cadres de RSE les plus largement reconnus est celui des Sept principes de responsabilité sociale développés par l'Organisation internationale de normalisation (François Lépineux, et al. 2016).

Les sept principes de la RSE

ELEMENT	COMMENTAIRE
1. Responsabilité	les organisations doivent assumer la responsabilité de l'impact de leurs décisions et activités sur la société, l'environnement et l'économie.
2. Transparence	les organisations doivent être transparentes sur leurs politiques, initiatives et performances en matière de RSE, et communiquer ces informations aux parties prenantes.
3. Comportement éthique	les organisations doivent se comporter de manière éthique et conformément aux lois et réglementations applicables.
4. Respect des intérêts des parties prenantes	les organisations doivent prendre en compte

	les besoins et les intérêts de toutes les parties prenantes, y compris les clients, les employés, les fournisseurs, les communautés et l'environnement
5. Respect des droits de l'homme	les organisations doivent respecter les droits de l'homme internationalement reconnus et veiller à ce que leurs activités ne violent pas ces droits.
6. Respect de l'environnement	Les organisations doivent respecter l'environnement et prendre des mesures pour minimiser leur impact sur celui-ci.
7. Respect de l'état de droit	les organisations doivent respecter l'état de droit et soutenir les bonnes pratiques de gouvernance.

En conclusion, les Sept Principes de Responsabilité Sociale développés par ISO 26000 fournissent un cadre permettant aux entreprises d'orienter leurs efforts en matière de RSE. Ces principes soulignent l'importance de la responsabilité, de la transparence, du comportement éthique, du respect des intérêts des parties prenantes, des droits de l'homme, de l'environnement et de l'État de droit.

1.5 Les limites du concept de la RSE

En résumé, nous pouvons déduire quelques caractéristiques des concepts clés de cette étude. Le concept de responsabilité sociétale de l'entreprise place donc au cœur des engagements volontaires des entreprises dans le but de répondre aux attentes des parties prenantes internes et externes selon la même logique d'importance. Par ailleurs, cet engagement social doit dépasser les aspects purement économiques et juridiques des activités de l'entreprise et se traduire par une approche proactive des attentes sociales. Le résultat présenté est une

définition du concept de Responsabilité Sociale des Entreprises. Nous proposons de retenir les méthodes et pratiques qui considèrent la Responsabilité Sociale des Entreprises comme : « un ensemble de méthodes et de pratiques qui reflètent l'engagement volontaire d'une entreprise, à l'égard des décisions prises par ses dirigeants, en tenant compte des attentes exprimées en interne et en externe par les parties prenantes, au-delà de leurs obligations financières et juridiques. Néanmoins, le concept de RSE reste très contraint au niveau théorique, la grande diversité des approches existantes entravant la réalisation d'un consensus théorique sur le contenu du concept. En effet, comme l'affirme Gendron : « S'il existe un consensus parmi les chercheurs qui s'intéressent à la responsabilité sociale des entreprises, c'est précisément parce qu'il n'y a pas d'accord sur le contenu, les fondements théoriques ou les implications sociales et organisationnelles de cette responsabilité » (Gendron C. 2000). .

2. Le Concept de l'optimisation Fiscale

L'optimisation fiscale est un moyen de réduire ses impôts en toute légalité, en utilisant des dispositifs mis en place par l'État. Ces dispositifs qui existent justement pour lutter contre toutes formes d'inégalités et qui sont faits pour être utilisés. Ils peuvent être immobiliers, financiers, ou juridiques.

2.1 Définition de l'optimisation fiscale

L'optimisation fiscale fait référence aux mesures juridiques prises par des particuliers ou des entreprises pour réduire leurs obligations fiscales. Cela implique d'utiliser les différentes lois et réglementations fiscales établies par le gouvernement pour minimiser le montant de l'impôt à payer. L'optimisation fiscale diffère de l'évasion fiscale, qui est illégale et implique une évasion fiscale délibérée par des moyens frauduleux (V.Besancon, 2000). En revanche, l'optimisation fiscale implique le recours à des méthodes juridiques pour réduire l'impôt à payer. Il s'agit d'un aspect important de la planification financière qui peut permettre aux particuliers et aux entreprises d'économiser beaucoup d'argent. L'optimisation fiscale est importante tant pour les particuliers que pour les entreprises. Pour les particuliers, cela peut contribuer à réduire le montant de l'impôt payé sur les revenus, les actifs immobiliers et autres investissements.

Pour les entreprises, l'optimisation fiscale peut contribuer à augmenter les bénéfices en

réduisant les obligations fiscales. En minimisant les impôts payés, les entreprises peuvent libérer des ressources pour les réinvestir dans l'entreprise ou à d'autres fins. L'optimisation fiscale peut également aider les entreprises à rester compétitives dans leurs secteurs respectifs en réduisant les coûts et en améliorant la rentabilité (R.Yaich,2001). Pour parvenir à une optimisation fiscale efficace, les particuliers et les entreprises doivent utiliser diverses stratégies. Ces stratégies peuvent consister à profiter d'allègements fiscaux, à investir dans des produits fiscalement avantageux et à structurer les opérations commerciales de manière fiscalement avantageuse. Il est essentiel de travailler avec un fiscaliste capable de vous conseiller sur les stratégies d'optimisation fiscale les plus efficaces pour chaque situation financière unique. En mettant en œuvre ces stratégies, les particuliers et les entreprises peuvent réduire leur obligation fiscale et accroître leur stabilité financière et leur potentiel de croissance.

2.2 le Fonctionnement de l'optimisation fiscale

L'optimisation fiscale est un moyen permettant de diminuer les charges fiscales. Elle concerne aussi bien les personnes physiques que les entreprises. Par ailleurs, optimiser la fiscalité permet l'application de règles fiscales spécifiques, et ce, en restant dans la légalité. Des professionnels sont mis à la disposition des sociétés et des particuliers afin de mettre en place une meilleure stratégie patrimoniale efficace. Parmi les experts destinés à ces missions, on trouve :

- Les fiscalistes ;
- Les analystes financiers ;
- Les auditeurs ;
- Les experts comptables.

2.2.1 Processus d'optimisation fiscale pour les particuliers et les entreprises

Le processus d'optimisation fiscale consiste à identifier les obligations et les risques fiscaux des particuliers et des entreprises. Cela implique de comprendre les lois et réglementations fiscales qui s'appliquent à une situation particulière, ainsi que les risques ou opportunités potentiels d'économie d'impôt (Jean-Baptiste de Pascal,2021). En identifiant les obligations et les risques fiscaux, les particuliers et les entreprises peuvent prendre des mesures proactives

pour minimiser leur fardeau fiscal et maximiser leurs économies d'impôt. Cela peut impliquer d'analyser les revenus et les dépenses, d'examiner les portefeuilles d'investissement et d'envisager des déductions et des crédits potentiels. Une façon de mettre en œuvre l'optimisation fiscale consiste à recourir aux déductions et crédits fiscaux. Les allègements fiscaux et les crédits sont des incitations offertes par le gouvernement pour encourager certains comportements ou activités, comme les dons de bienfaisance ou l'amélioration de l'efficacité énergétique des maisons. En profitant de ces déductions et crédits, les particuliers et les entreprises peuvent réduire leur revenu imposable et réduire leur obligation fiscale globale. Il convient de noter que les déductions et crédits d'impôt varient selon les juridictions et peuvent avoir des conditions d'éligibilité spécifiques. Un autre aspect clé de l'optimisation fiscale est la mise en œuvre de stratégies de planification fiscale. Cela peut impliquer de choisir le bon régime fiscal, de réaliser des investissements stratégiques et d'utiliser judicieusement la dette. En développant des stratégies globales d'optimisation fiscale, les particuliers et les entreprises peuvent minimiser leur charge fiscale tout en respectant les lois et réglementations fiscales. La planification fiscale proactive est un élément important de l'optimisation fiscale car elle permet aux particuliers et aux entreprises de prévoir et de gérer leurs obligations fiscales. Il convient toutefois de noter qu'une optimisation fiscale agressive (qui consiste à exploiter les incohérences ou les subtilités du système fiscal) peut être illégale et entraîner des pénalités ou des amendes

2.3 Les Étapes de l'optimisation fiscale

L'optimisation fiscale est un bon moyen pour les entreprises de gérer au mieux leurs intérêts. Découvrez toutes les démarches à suivre pour y parvenir.

2.3.1 Les trois étapes d'optimisation fiscale

- La première étape de l'optimisation fiscale est la planification fiscale, qui implique de comprendre les lois fiscales et d'identifier les opportunités de maximiser les déductions et les crédits. Cette étape est cruciale tant pour les particuliers que pour les entreprises, car elle leur permet de prendre des décisions éclairées concernant leurs finances et de minimiser leur obligation fiscale (**Jean-Descat, 2023**). En analysant leur situation financière et en identifiant les opportunités d'économies d'impôt, les particuliers peuvent optimiser leurs stratégies

fiscales pour obtenir un revenu régulier, réduisant ainsi le risque de factures fiscales ou de pénalités imprévues. L'une des principales stratégies de planification fiscale consiste à comprendre les différentes déductions et crédits qui leur sont offerts.

- La deuxième étape de l'optimisation fiscale est la conformité fiscale, qui consiste à garantir l'exactitude et la ponctualité des déclarations de revenus afin d'éviter les pénalités et les problèmes juridiques]. Des rapports précis sur les revenus sont essentiels pour éviter d'éventuels audits, pénalités et problèmes juridiques. Il est essentiel de déclarer correctement vos revenus, de déclarer vos impôts à temps et de payer l'intégralité de vos impôts pour éviter tout problème juridique.

- La conformité fiscale est un processus continu et il est important de se tenir au courant des changements dans les lois et réglementations fiscales pour garantir une conformité continue.

- La troisième et dernière étape de l'optimisation fiscale est la stratégie fiscale, qui implique l'élaboration de plans à long terme visant à minimiser la charge fiscale et à maximiser l'accumulation de richesse. Cette étape nécessite une approche proactive de la planification et de la conformité fiscales axée sur l'optimisation des objectifs financiers à long terme. En employant des stratégies fiscales efficaces, les particuliers et les entreprises peuvent minimiser leur obligation fiscale et maximiser leurs bénéfices après impôt. Cette étape nécessite une compréhension approfondie du système fiscal et une planification minutieuse pour profiter des opportunités d'économies d'impôt tout en respectant les limites légales. En suivant ces trois étapes d'optimisation fiscale, les particuliers et les entreprises peuvent réussir financièrement tout en minimisant leur obligation fiscale.

3. Définition de la fraude fiscale

La fraude fiscale désigne tout acte d'omission, d'inexactitude ou d'insuffisance dans la déclaration fiscale d'une personne physique ou morale. Autrement dit, il s'agit de la soustraction illégale de la législation fiscale de tout ou partie du montant imposable d'une personne ou d'une société (**Frédéric Compin, 2014**). La fraude fiscale est une infraction très

large caractérisée par toute dissimulation fiscale ayant un but frauduleux. Cela peut inclure le recours à des méthodes illégales pour échapper à tout ou partie de ses obligations fiscales. La fraude fiscale est souvent associée à des termes tels que « optimisation fiscale » ou « évasion fiscale », qui recouvrent des réalités différentes. Il est important de noter que la fraude fiscale est un délit grave pouvant entraîner de graves conséquences juridiques et financières.

3.1 Les Composantes de la fraude fiscale

L'une des principales composantes de la fraude fiscale est la sous-déclaration des revenus. Cela se produit lorsqu'un particulier omet intentionnellement de déclarer tous ses revenus dans sa déclaration de revenus, réduisant ainsi le montant des impôts dus. Cela peut être fait en omettant de déclarer les revenus en espèces, en ne déclarant pas les revenus provenant d'un emploi secondaire ou en déformant la valeur des actifs. La sous-déclaration des revenus constitue une infraction grave et peut entraîner des pénalités et des amendes importantes. Une autre composante de la fraude fiscale est la surestimation des déductions (Éric Vernier, 2018). Il s'agit de gonfler la valeur des déductions ou de réclamer des déductions qui ne sont pas légitimes afin de réduire le montant des impôts dus. Des exemples de déductions exagérées incluent la réclamation de fausses contributions caritatives, le gonflement de la valeur des dépenses professionnelles ou la réclamation de dépenses personnelles comme dépenses professionnelles. La surestimation des déductions constitue également une infraction grave et peut entraîner des pénalités et des amendes. La dissimulation d'actifs et de transactions est une autre composante de la fraude fiscale. Cela implique de dissimuler intentionnellement des actifs ou des transactions au gouvernement afin d'éviter de payer des impôts. Des exemples de dissimulation d'actifs et de transactions incluent le fait de conserver de l'argent sur des comptes à l'étranger, de ne pas déclarer la vente de biens ou de déclarer des revenus provenant d'une source étrangère. La dissimulation d'actifs et de transactions constitue une infraction grave et peut entraîner des accusations criminelles et des sanctions importantes. Dans l'ensemble, la fraude fiscale constitue une infraction grave qui peut avoir des conséquences importantes (Julien Defline, 2021). Le gouvernement a pris des mesures pour lutter contre la fraude fiscale, notamment en mettant en œuvre des pénalités et des amendes,

en intensifiant les efforts de mise en application et en encourageant les particuliers à signaler les cas de fraude fiscale. Il est important que les particuliers comprennent les composantes de la fraude fiscale et s'assurent qu'ils déclarent avec précision leurs revenus et leurs déductions dans leur déclaration de revenus.

3.2 La responsabilité du gestionnaire dans la prévention de la fraude fiscale

En tant que manager, il est essentiel d'avoir une compréhension approfondie des lois et réglementations fiscales pour prévenir la fraude fiscale au sein de l'organisation. La fraude fiscale peut avoir de graves conséquences juridiques et financières, notamment de lourdes amendes, voire des poursuites pénales. Par conséquent, il est de la responsabilité du gestionnaire de garantir le respect des lois et réglementations fiscales en vigueur et de se tenir au courant de tout changement ou mise à jour. En ayant une compréhension claire des lois et réglementations fiscales, les gestionnaires peuvent identifier les domaines de risque potentiels et prendre les mesures appropriées pour prévenir la fraude fiscale au sein de l'organisation.

En plus de comprendre les lois et réglementations fiscales, les dirigeants doivent mettre en œuvre des contrôles internes pour prévenir la fraude fiscale. Ces contrôles peuvent inclure des mesures telles que : - Audits réguliers des dossiers financiers

- Séparation des tâches pour empêcher qu'un seul individu ait un contrôle total sur les transactions financières
- Mise en place d'un logiciel de détection de fraude
- Former les employés sur l'importance du respect des lois et réglementations fiscales

En mettant en œuvre ces contrôles internes, les gestionnaires peuvent réduire le risque de fraude fiscale au sein de l'organisation et démontrer leur engagement envers des pratiques commerciales éthiques. En fin de compte, la responsabilité du dirigeant dans la prévention de la fraude fiscale va au-delà du simple respect des lois fiscales et de la mise en œuvre de contrôles internes. Ils doivent également s'assurer que la culture et les valeurs de

l'organisation s'alignent sur les pratiques commerciales éthiques. Cela implique notamment de promouvoir la transparence et la responsabilité dans l'information financière et de décourager tout comportement susceptible de faciliter la fraude fiscale. En favorisant une culture de conformité et de comportement éthique, les managers peuvent créer un environnement de travail qui donne la priorité à l'intégrité et minimise le risque de fraude fiscale.

4. La Relation Entre Optimisation Fiscale, Fraude Et Responsabilité

La relation entre optimisation fiscale, responsabilité des entreprises et fraude fiscale est complexe. Alors que l'optimisation fiscale est une pratique juridique visant à minimiser les obligations fiscales, la fraude fiscale consiste à déformer intentionnellement des informations financières pour éviter de payer des impôts. Se livrer à la fraude fiscale viole la responsabilité des entreprises et peut avoir de graves conséquences juridiques et financières. Il est important que les entreprises mettent en œuvre des contrôles et des procédures internes appropriés pour prévenir la fraude fiscale et garantir que leurs stratégies d'optimisation fiscale sont légales et éthiques. Cela implique d'avoir une compréhension approfondie des lois et réglementations fiscales, d'embaucher des fiscalistes expérimentés et d'être transparent sur leurs stratégies fiscales. Dans certains cas, les entreprises peuvent s'engager dans des stratégies d'optimisation fiscale agressives qui repoussent les limites de ce qui est légal. Même si ces stratégies ne peuvent pas être considérées comme une fraude fiscale, elles peuvent néanmoins être considérées comme contraires à l'éthique et peuvent nuire à la réputation d'une entreprise. Il est important que les entreprises trouvent un équilibre entre leur désir de minimiser leurs obligations fiscales et leur responsabilité d'agir de manière éthique et transparente².

En fin de compte, la relation entre optimisation fiscale, responsabilité des entreprises et fraude fiscale est délicate. Les entreprises doivent veiller à ce que leurs pratiques fiscales soient légales et éthiques et à ce qu'elles s'acquittent de leurs responsabilités envers les actionnaires,

²Editionsladecouverte:https://www.editionsladecouverte.fr/la_responsabilite_sociale_d_entrepriseLa responsabilité sociale d'entreprise consulté le LE 22janvier 2024

(M. Capron et F. Quairel-Lanoizelée) | Paris [France] : La Découverte | Repères, ISSN 0993-7625 | 2016

les parties prenantes et la société dans son ensemble.

CONCLUSION

La responsabilité des entreprises et la fraude fiscale sont devenues des sujets de plus en plus importants dans le monde des affaires. D'une part, les entreprises ont la responsabilité de contribuer aux sociétés dans lesquelles elles opèrent, et payer des impôts est un moyen de s'acquitter de cette responsabilité. D'un autre côté, certaines entreprises se livrent à l'évasion fiscale, ce qui nuit à la société en réduisant les recettes publiques et en entraînant potentiellement des coupes budgétaires dans les programmes et services sociaux. Dans cet essai, nous explorerons les arguments en faveur de l'optimisation de la responsabilité des entreprises et contre la fraude fiscale, ainsi que les contre-arguments qui remettent en question ces positions. Un argument en faveur de l'optimisation de la responsabilité des entreprises est que les entreprises ont la responsabilité de payer leur juste part d'impôts. Les recettes fiscales sont nécessaires pour que les gouvernements puissent fournir des services essentiels tels que les infrastructures, les soins de santé et l'éducation. L'évasion fiscale est illégale et contraire à l'éthique, car elle prive les gouvernements des revenus dont ils ont besoin pour fournir ces services. De plus, l'évasion fiscale peut créer des conditions de concurrence inégales pour les entreprises. Les entreprises qui échappent à l'impôt bénéficient d'un avantage injuste par rapport à celles qui paient leur juste part, car elles peuvent réduire les prix de leurs concurrents et potentiellement les conduire à la faillite. Cependant, un contre-argument contre cette position est que les sociétés ont la responsabilité envers leurs actionnaires de maximiser leurs profits. Payer des impôts peut réduire les bénéfices, tandis que l'évasion fiscale peut augmenter les bénéfices. Les sociétés ont une responsabilité fiduciaire envers leurs actionnaires de maximiser leurs profits, et éviter l'impôt peut être considéré comme un moyen de s'acquitter de cette responsabilité. De plus, certains soutiennent que le système fiscal est trop complexe et peut être exploité par les entreprises. Les lois fiscales peuvent être ambiguës et sujettes à interprétation, et les entreprises peuvent recourir à des failles juridiques pour minimiser les impôts.

En conclusion, l'optimisation de la responsabilité des entreprises et la fraude fiscale sont des sujets complexes avec de multiples arguments et contre-arguments. Si les entreprises ont la responsabilité de payer leur juste part d'impôts et de donner la priorité à la responsabilité sociale, elles ont également la responsabilité de maximiser les profits des actionnaires. Les gouvernements devraient tenir les entreprises responsables de la fraude fiscale, encourager la responsabilité sociale et promouvoir un environnement favorable aux entreprises. En fin de compte, trouver un équilibre entre ces intérêts concurrents est crucial pour créer une société meilleure.

BIBLIOGRAPHIE

- Acquier, A. et J.-P. Gond, (2007). <<Aux sources de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise>> : (re)lecture et analyse d'un ouvrage séminal : Social Responsibilities of the Businessman d'Howard Bowen. Finance Contrôle Stratégie, 10 (2), pp. 5-35
- *BA.-BA de l'optimisation fiscale.* blog.bankin.com
- Besancon (V.) « Optimisation fiscale et abus de droit : l'exemple des entreprises dans la jurisprudence depuis 1994 », Mémoire pour l'obtention du D.E.A. de droit des affaires, Université ROBERT SCHUMAN, STRASBOURG III, 2000.
- C. Gendron (2000).« Enjeux sociaux et représentations de l'entreprise », Revue du Mauss (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), n° 15, premier semestre, pp. 320-325
- *Comprendre les bases de la planification fiscale:* <https://fastercapital.com/>
- *Comment mettre en place une stratégie d'optimisation fiscale:*<https://fiches-pratiques.chefdentreprise.com/>
- Editionsладecouverte:https://www.editionsладecouverte.fr/la_responsabilite_sociale_d_entrepriseLa responsabilité sociale d'entreprise consulté le LE 22janvier 2024
- François Lépineux, et Jean-Jacques Rosé, Carole Bonanni, Sarah HudsonLa RSE - La responsabilité sociale des entreprises Dunod, 2016 Théories et pratiques
- FRIEDMAN Milton, «The social responsibility of business is to increase its profits», New York Times Magazine, 13 september 1970, pp. 32-33,
- Frédéric CompinLa fraude fiscale : un crime Financier? Dans La Pensée 2014/1 (N° 377), pages 71 à 81
- Fraude fiscale et Paradis fiscaux Quand l'exception devient la règle Par Éric Vernier Année : 2018Pages : 222Collection : Fonctions de l'entreprise Éditeur : Dunod
- Harvard business review:<https://hbr.org/2011/01/the-big-idea-creating-shared-value> <<Creating Shared Value », publié dans la Harvard Business Review en 2011
- HILMI, Y. (2013). L'audit interne au Maroc: Degré d'intégration et spécificités de l'entreprise. *Revue marocaine de recherche en management et marketing*, (8).
- John Elkington, « 25 Years Ago I Coined the Phrase “Triple Bottom Line.” Here's

Why It's Time to Rethink It. », Harvard Business Review, 25 juin 2018 (ISSN 0017-8012, lire en ligne [archive], consulté le 4 octobre 2022).

➤ Jean-Baptiste de Pascal. Directeur Général Délégué - Groupe Inter Invest. Groupe Inter Invest Audencia Business School. Paris, Île-de .france(Fonctionnement de l'optimisation fiscale. L'État a mis en place de nombreux mécanismes fiscaux qui ... Jean-Baptiste de PASCAL. Publié le 21/04/2021 -

➤ Jean-Philippe Descat L'optimisation fiscale pour les entreprises 2023

Les 10 étapes d'une optimisation fiscale réussie. www.lopinion.fr consulté 14 janvier 2024

➤ *L'optimisation fiscale - DUMAS.* dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03376951/document

➤ La responsabilité sociale d'entreprise:M. Capron ; F. Quairel-Lanoizelée | Paris [France] : La Découverte | Repères, ISSN 0993-7625 | 2016

➤ L'optimisation fiscale. www.novethic.fr/lexique/detail/optimisation-fiscale.html consulté 15janvier 2024

➤ Milton Friedman, né le 31 juillet 1912 à Brooklyn (New York) et mort le 16 novembre 2006 à San Francisco, est un économiste américain,

➤ *Optimisation Fiscale Entreprise : le Guide Ultime en 12* penicaudpatrimoine.fr

➤ PORTER M. E. et KRAMER M. R., (2006), "Strategy and Society : The link between competitive advantage and corporate social responsibility", Harvard Business Review, décembre, p. 78-92.

➤ *Qu'est-ce que l'optimisation fiscale agressive.* www.economie.gouv.fr/node/33900 consulté 17 janvier 2024

➤ système fiscal français face aux réformes : essai de modélisation systémique de la fiscalité:Julien Defline Dans Gestion & Finances Publiques 2019/5 (N° 5), pages 53 à 61

➤ Touts avoir sur l'optimisation fiscale SFECO.sfeco-conseil.paris/gestion-comptable/optimisation-fiscale/

➤ Yvon Pesqueux,(2009). <<La responsabilité sociale de l'entreprise : un dialogue sans interlocuteur ?>> , pages 137 à 154 ,2009

- Zadek, Simon and Alex MacGillivray (2008) “Responsible Competitiveness: Making Sustainability Count in Global Markets”, Harvard International Review, Summer 2008: 72-77
- YAICH (R.) « Fiscalité et performance de l’entreprise, rôle de l’expert-comptable », Revue comptable et financière, N°52, 2001.